

**Mr. Mackenzie**—I did not bring it up as a grievance, but as a deception practiced upon Reformers at the elections in 1867. I wish the whole of you were Conservatives, and then we would have no difficulty.

**Hon. Sir George-É. Cartier** said the matter did not affect or interest the representatives of the other Provinces. The hon. member for Lambton said that he wished to see them all Conservatives; but let him try to get up a Liberal party. With regard to the charge of the want of success in Confederation, and supporting it by the cases of Newfoundland and Prince Edward Island, and the North West, he would refer to those countries. With regard to Newfoundland, it had rejected the proposal; but the terms were not those of the Government but of the House. The House agreed to their proposed terms, and then they ceased to be their proposals; and he was surprised to see that such intelligent men as the members for Lambton and Sherbrooke should found their charges upon such a foundation. He would tell the House that if they would be quiet, in a short time the terms would be accepted. With regard to Prince Edward Island, the Government had made certain proposals, but they did not like to do anything without the approval of Parliament. They had telegraphed the terms they should submit, and they had not yet received a reply. They could not force such powerful Provinces as Newfoundland and Prince Edward Island to accept their terms, but they must wait. With regard to the North-West Territory, the proceedings adopted had not been the action simply of the Government, but had been adopted by the House. After the plans had been adopted by Parliament the House was responsible for them. He hoped his hon. friend did not object to that. The responsibility rested not upon the Government, but upon the Parliament which had passed it; they had done all in their power to bring about the admission of the North-West into Confederation. He would admit that at the time the Confederation Act was discussed in Quebec, and at the discussions on it, they were not in possession of all the information that was desirable. The idea was that the Hudson Bay Company were not treating the inhabitants kindly, and that they would enter the Union gladly, but recent circumstances showed that the Government of the country was not as unpopular as it was represented. His own impression was that the population had become indifferent to it, and the late lamentable circumstances proved that it was partly unpopular. He regretted that his own colleague was now to be addressed as an opponent. Before he accepted the office, he came to him (Sir George) and asked him

**M. Mackenzie**—Je n'ai pas soulevé cette question comme étant un grief, mais comme une supercherie dont on a usé vis-à-vis des réformistes aux élections de 1867. Je vous souhaite à tous d'être conservateurs, ainsi nous n'aurons plus d'ennuis.

**L'honorable sir George-É. Cartier** dit que la question ne touche ou n'intéresse pas les représentants des autres provinces. L'honorable député de Lambton souhaite les voir tous conservateurs, mais qu'il essaie de mettre sur pied un Parti libéral. Quant à l'accusation à l'effet que la Confédération ne connaît pas de succès et, avec comme preuve à l'appui, les cas de Terre-Neuve et de l'île-du-Prince-Édouard et le Nord-Ouest, il aimerait en revenir à ces régions. Pour ce qui est de Terre-Neuve, elle a rejeté la proposition, mais ce n'étaient pas les conditions du Gouvernement, mais celles de la Chambre. La Chambre a accepté les conditions proposées, et alors ces propositions ont cessé d'être leurs propositions; et il est surpris de voir des hommes aussi intelligents que les députés de Lambton et Sherbrooke asseoir leurs accusations sur un tel fondement. Il voudrait dire aux membres de la Chambre que s'ils demeuraient tranquilles, les conditions seraient acceptées en peu de temps. Pour ce qui est de l'île-du-Prince-Édouard, le Gouvernement a présenté certaines propositions, mais il n'aime pas faire quoi que ce soit sans l'approbation du Parlement. Il a télégraphié les termes qu'il devrait soumettre, et il n'a pas encore reçu de réponse. Il ne pourrait obliger des provinces aussi puissantes que Terre-Neuve et l'île-du-Prince-Édouard à accepter ses conditions, mais il doit attendre. Pour ce qui est du Territoire du Nord-Ouest, les mesures n'ont pas été prises seulement par le Gouvernement, mais aussi par la Chambre. Les projets ont relevé de la Chambre après avoir été adoptés par le Parlement. Il espère que son honorable ami ne s'oppose pas à cela. La responsabilité n'incombe pas au Gouvernement, mais au Parlement qui a approuvé la mesure; ils ont fait tout ce qu'ils ont pu pour admettre le Nord-Ouest dans la Confédération. Il admet que l'on a discuté à l'époque de l'Acte de la Confédération à Québec, et, pour les discussions, on ne possédait pas toutes les informations souhaitables. L'idée était que la Compagnie de la Baie d'Hudson ne traitait pas les habitants gentiment et que ceux-ci joindraient volontiers les rangs de l'Union, mais les récents événements ont démontré que le Gouvernement du pays n'était pas aussi impopulaire qu'on l'avait signalé. Il a l'impression que la population est devenue indifférente à son endroit, et les derniers événements déplorables ont prouvé qu'il est en partie impopulaire. Il regrette que son propre collègue fasse mainte-